

Témoignages

JOURNAL FONDÉ LE 5 MAI 1944 PAR LE DOCTEUR RAYMOND VERGÈS

N° 18766 - 73ÈME ANNÉE

Une actualité en décalage avec la situation réelle

Les vacances pour qui ?



Au mois de juillet et durant la première quinzaine du mois d'août, il est beaucoup question des vacances dans l'actualité, avec notamment son lot de départs pour des destinations lointaines. Ce sujet de préoccupation semble pourtant bien en décalage avec la situation réelle de La Réunion : près de la moitié de la population en dessous du seuil de pauvreté et un taux de chômage proche de 30 %.

Dans l'hémisphère Nord, la période la plus chaude se situe habituellement en juillet et en août. C'était traditionnellement le temps des moissons qui mobilisait alors une main d'œuvre

importante. C'est devenu aujourd'hui le temps des vacances. Ces vacances sont un droit qui a été acquis par la lutte. En effet, les congés payés n'étaient pas un cadeau, mais le résultat de grèves et de manifestations. Ce qui était le

privège de la classe dominante devenait donc un droit pour tous.

Dans un pays situé sur le continent européen, il est possible de chercher le dépaysement au moindre coût. Or en France, selon l'Observatoire des inégalités, 40 % des habi-

tants ne partent pas en vacances. Ce pourcentage diminue au fur et à mesure de l'importance des revenus. En France, 80 % des cadres partent chaque année en vacances, et 86 % des personnes touchant plus de 3.000 euros mensuels sont sûrs d'aller changer d'air loin de chez eux. Parmi ceux qui gagnent moins de 1.200 euros par mois, 40 % partent.

Ces données viennent de France, où le coût de la vie est moins élevé qu'à La Réunion. Dans notre île, le SMIC, le RSA, et les prestations sociales sont les mêmes qu'en France, ce qui donne donc un pouvoir d'achat diminué. Cela fait qu'une

part importante de nos compatriotes a de plus en plus de difficultés à avoir suffisamment d'argent pour tenir un mois en se contentant du strict nécessaire pour survivre. Dans ces conditions, partir en vacances n'est même pas concevable car cela nécessite un budget supplémentaire.

La solidarité familiale ou les actions menées par les bénévoles d'associations ou les services sociaux peuvent permettre malgré tout à quelques-uns de quitter leur quotidien quelques jours. Mais cela ne remet pas en cause une situation, avec pour effet un pourcentage de « juilletistes » ou d' « aoûtistes » en-

core plus faible qu'en France.

Ce sont pourtant les départs en vacances qui occupent actuellement une large place dans l'actualité. Cela montre une fois de plus le décalage entre la réalité de La Réunion et les images qui sont diffusées dans la population. Alors que près de la moitié de la population vit en dessous du seuil de pauvreté, et que le taux de chômage est proche de 30 %, la préoccupation principale n'est pas de partir en vacances, mais comment survivre.

M.M.

Après le Nord et l'Est, l'usine du Gol ouvre ses portes aujourd'hui

Canne à sucre : début de la campagne dans le Sud

Avec l'ouverture de l'usine du Gol aujourd'hui, la campagne sucrière 2017 est lancée dans toute La Réunion. Après un mouvement qui a permis notamment aux planteurs d'obtenir un gain allant jusqu'à 3 euros par tonne pour les 700 premières tonnes livrées, c'est la mobilisation pour obtenir la meilleure récolte possible.

Après le Nord et l'Est, c'est au tour du Sud de La Réunion d'entrer dans la campagne sucrière. L'usine du Gol ouvre en effet ses portes aujourd'hui. Ces derniers jours ont été marqués par le remplacement d'un extracteur âgé d'une trentaine d'années. Tout doit donc être opérationnel aujourd'hui. Cette coupe 2017 commence un nouveau cycle. Pour la première fois, l'Union européenne n'interviendra plus pour acheter le sucre inventé à un prix garanti. C'est en effet la fin des quotas sucriers. Cette première échéance a donc été le moment de la négociation d'un avenant à la Convention canne 2015-2021. Face à l'intransigeance de Te-reos qui ne voulait rien lâcher au début, les planteurs ont obtenu plusieurs avancées. Il s'agit notamment d'une hausse de 3 euros par tonne du prix de la canne à sucre pour les 700 premières tonnes livrées.

L'accord signé au début du mois a permis de lancer la campagne et d'avoir un cadre jusqu'à la fin de la Convention canne. Mais en 2020, il faudra de nouveau rediscuter. Après 2021, l'Union européenne adoptera une nouvelle politique agricole commune. Quelles en seront les conséquences pour La Réunion ?



Edito

Un mois de pouvoir : la marche vers la casse sociale et les inégalités

Cela fait maintenant un mois que le nouveau pouvoir s'est installé. Ces premières semaines ont permis de connaître son orientation politique : favoriser les plus riches au détriment de la majorité de la population.

Dans le programme de La République En Marche figurent pourtant des mesures placées pour satisfaire le plus grand nombre : meilleur remboursement des soins dentaires et des lunettes, suppression de la taxe d'habitation pour 80 % des familles assujetties. Mais elles sont renvoyées à plus tard.

Pour l'immédiat, le gouvernement a fait passer une série de mesures qui accentuent les inégalités :

- diminution de deux milliards d'euros des recettes de l'impôt sur les grandes fortunes ;
- gel du point d'indice des fonctionnaires ;
- baisse de 5 euros des allocations logement. Ce sont près de 7 millions d'euros pris chez les moins nantis, indique le JIR du 24 juillet dernier qui estime à 114.000 le nombre de familles concernées. Lors de sa conférence de presse de samedi, le PCR a alerté sur les conséquences pour les personnes qui avaient jusqu'à présent entre 15 et 20 euros par mois d'allocation logement. Compte-tenu du seuil de 15 euros en dessous duquel les allocations ne sont pas servies, des familles vont perdre jusqu'à 240 euros par an ;
- hausse de la CSG : tout le monde est concerné y compris les retraités et les travailleurs qui ont des revenus trop faibles pour payer l'impôt sur le revenu. Pour une personne payée au SMIC,

c'est une perte de 300 euros par an.

Le nouveau pouvoir justifie ces mesures par un plan d'économies pour soi-disant faire baisser le déficit public. Ce sont 60 milliards qu'il faudra trouver, dont 13 milliards chez les collectivités. Rappelons que le programme d'Emmanuel Macron prévoit la suppression de 150.000 postes de fonctionnaires.

Le plus dur est à venir, avec des ordonnances en préparation pour changer le Code du Travail. Licenciements facilités, syndicats affaiblis, un accord d'entreprise moins avantageux que la convention collective ou la loi pourra s'appliquer : c'est la remise en cause de plusieurs décennies de luttes.

Au bout d'un mois, le premier bilan donne le ton d'une politique de casse sociale et d'accroissement des inégalités.

J.B.

Témoignages

Fondé le 5 mai 1944 par le Dr Raymond Vergés
71e année

Directeurs de publication :

1944-1947 : Roger Bourdageau ; 1947 - 1957 : Raymond Vergés ; 1957 - 1964 : Paul Vergés ; 1964 - 1974 : Bruny Payet ; 1974 - 1977 : Jean Simon Mounoussany Amourdom ; 1977 - 1991 : Jacques Sarpédon ; 1991- 2008 : Jean-Marcel Courteaud
2008 - 2015 : Jean-Max Hoarau
2015 : Ginette Sinapin

6 rue du général Émile Rolland
B.P. 1016 97828 Le Port CEDEX
Rédaction

TÉL. : 0262 55 21 21 - FAX: 0262 55 21 29

E-mail : redaction@temoignages.re

SITE web : www.temoignages.re

Administration

TÉL. : 0262 55 21 21 - FAX: 0262 55 21 23

E-mail Avis, Abonnement : avis@temoignages.re

E-mail Publicité : publicite@temoignages.re

CPPAP : 0916Y92433

Après une nouvelle répression à Jérusalem

Boyer Marie Céliane fête ses 100 ans à Commune Bègue, Sainte-Suzanne

11 heures à Commune Bègue, Sainte-Suzanne, dans une petite allée menant à son domicile, Marie Céliane Boyer attend fièrement M. le Maire. Du haut de ses 100 ans, entourée de ses filles, ses petits-enfants et arrière-petits-enfants, elle s'empresse de saluer chaleureusement Maurice Gironcel et profite pour remercier tous les amis et proches venus lui souhaiter un bon anniversaire.



Entourée par sa famille et une délégation de la Mairie de Sainte-Suzanne conduite par Maurice Gironcel, Marie Céliane Boyer a fêté son 100e anniversaire.

Souriante et bout-en-train, Céliane est une force de la nature. Native de la Chaloupe Saint-Leu, elle décide de partir pour la Métropole et y vivra pendant plus de vingt ans. De retour dans son île, elle vient s'installer à Commune Bègue et y mène depuis une vie paisible entourée de ses enfants.

Une vie, pas de tout repos, nous confie-t-elle. Le décès de son mari en 1972 aura été un tournant dans sa vie : « depuis que li lé parti, lé té pas facile, mais li la donne à mwin la force de continuer... » Femme courage et dynamique, elle a travaillé dans les champs de géraniums à la Chaloupe Saint Leu « J'ai défoncé les arbres, j'ai brûlé les acacias pour faire essentiellement de la production de géranium, c'était pas un métier facile, je me

souviens encore de la pénibilité du métier, à force de jouer du sécateur mes doigts i ressemblaient plus à rien, nous raconte-t-elle.

Aujourd'hui, avec ses 100 ans, Marie Céliane est pimpante, du bout des ongles jusqu'aux bijoux pour accessoiriser sa tenue. D'ailleurs, elle en profite pour taquiner ses arrière-petites-filles « komé-la toutes les jeunes filles néna des faux ongles, regarde les miens, lé grands et naturels lé pa en plastique comme les vôtres ! » Une mamie proche de ses arrière-petits-enfants et qui le lui rendent bien. « De ne pas avoir de leurs nouvelles durant la semaine, la contrarie énormément », nous précise l'une de ses filles « Si de temps en temps elle a du mal à reconnaître ses petits-enfants, néanmoins, elle se souvient parfaitement de chaque prénom de ses arrière-petits-enfants, ce sont eux son oxygène, elle se sent bien en leur compagnie, c'est une arrière-grand-mère bienveillante ».

Toute la famille était réunie à Commune Bègue pour fêter dignement cet anniversaire à trois chiffres. Maurice Gironcel, après avoir félicité et trinqué en l'honneur de Marie Céliane, lui a témoigné son émotion : « C'est un événement qui n'arrive pas tous les jours. J'espère vous voir dans un an et puis deux et puis trois etc. ». L'heureuse centenaire a acquiescé d'un large sourire « Ah oui M. Gironcel, mi espère bien voir à a ou l'année prochaine, ou sera le bienvenu, et d'ailleurs mi remercie a ou d'être venu aujourd'hui, y fé à mwin plaisir ! »

Rendez-vous est donc pris !

In kozman pou la rout

« **Dann sak ou la vu, ou i zète moityé. Dann sak demoun la di aou, près san pou san pou zété. »**

Mi koné pa si kozman la lé bien vré mé touléka, sak moin lé sir, sé ké li domann aou pou z'ète pridan kan ou i koz épi kan ou i raport in n'afèr. Pars konm lo kozman i di, i fo ou i mfyé lé zot é ou i méfyé aou galman. Pars dann in kékshoz nana sak ou la vi, sak ou la tandi é dann lo dé ka, nana lo fime kisoï ou, kisoï in n'ot pèrsonè l'aprè tourné - i pé apèl sa lo konplotis é sa sé in n'afèr i mank pa dann nout sosyété. Sa i fé pans amoin in règloman lé valab dann lo droi pénal é i di konmsa : in sèl témoin sé konm si ou la poin*. Souvan dé foi sa lé bien vré. Mazine aou, ou i sava pète in kab-sansa ou i amenn in moun a pète in kab - pou késhoz lé pa vré sansa lé domi-vré, ou lé pou rogrété mé konm i di souvan, lo mal lé fé. Alé ! Mi lès azot kass'ot koko la dsi é ni artroouv pli d'van sipétadyé.

* testus unus, testus nullus.

Après une nouvelle répression à Jérusalem

Nouvelle manifestation de solidarité des Réunionnais avec les Palestiniens

À l'appel du Collectif Réunion Palestine Solidarité, un rassemblement a eu lieu samedi pour protester contre les mesures prises par le gouvernement israélien pour restreindre l'accès à l'Esplanade des Mosquées à Jérusalem. Cette décision est à l'origine d'affrontements meurtriers.



Les membres du Collectif Réunion Palestine Solidarité et une trentaine de personnes étaient rassemblées samedi 29 juillet sur le parvis des Droits de l'Homme à Champ Fleuri à Saint-Denis afin de dénoncer les mesures coercitives du gouvernement israélien sur l'esplanade de la mosquée Al Aqsa à Jérusalem Est, en Palestine. « Comme les Palestiniens, nous sommes des résistants à la domination d'un État sur un autre » a indiqué la présidente de l'association Réunion Palestine Solidarité, Daniella Schussler dans sa prise de parole, en appelant à « la résistance par le boycott commercial, économique, académique et culturel d'Israël, au nom de la justice et des droits humains (...) Et le boycott ne peut être en rien illégal s'il s'agit de dénoncer un crime contre l'humanité ! Sinon cela voudrait dire que dénoncer un crime contre l'humanité

est illégal. Rappelons quand même que si légalité il doit y avoir, c'est d'abord dans l'intérêt du vivant avant les intérêts économiques, ou pire, idéologique », a ajouté la militante de RPS.

Parmi ce Collectif, l'avocat Mihidoiri Ali, président de l'association Génération Ya Kwéli était là pour « dénoncer l'injustice en Palestine. On porte chacun une responsabilité de ce qui se passe là-bas. Et la moindre des choses est de manifester son indignation, c'est le minimum ».

De son côté, Faouzia Aboubacar Ben-Vitry, accompagnée de ses enfants, est venue en tant que conseillère régionale, mais aussi en tant que « citoyenne du monde », pour marquer son soutien aux Palestiniens. Elle espère que le « vivre-ensemble réunionnais deviendra un modèle dans le reste du monde ».

Parmi les manifestants, Yazipou Mohamadi a répondu à l'appel parce

qu'il souhaite faire partie de l'association Réunion Palestine Solidarité. Arrivé depuis 7 mois de métropole et ayant vécu il y dix ans sur l'île, il a gardé le souvenir d'une île où les communautés vivent ensemble de manière pacifique. Mais il regrette la « volonté des sionistes à banaliser la violence dans le monde ».

Imène Bent Dbiza, d'origine marocaine a fait le déplacement depuis Saint-Pierre et souhaite aussi s'inscrire dans le mouvement du collectif RPS. « Je suis très contente qu'ici aussi on se préoccupe de la Palestine. Pourquoi est-ce que les Palestiniens n'ont pas le droit d'être chez eux ? ». Cette question est pour le moment sans réponse.

Le Collectif espère mobiliser plus lors d'une prochaine rencontre prévue dans les jours qui viennent.

Oté

L'onm sé lo dèrnyé l'èspès l'ariv dsi la tèr, méfyé ké li sé pa lo promyé pou dégajé* !

Moin la lir dann nout zoinal samdi kékshoz bien intèrésan mé lé inkyétan, dsi réshofman klimatik. Dabor in l'avèrtisman i di konm de koi, si i aplik pa lo z'akor d'Paris rèd é fèrm é pétète in pé plis, la pa dè dogré la tanpèratir va goumanté pétète kat dogré é mèm plis. Arzout èk sa si la tanpèratir moyènne i goumant kat dégré, lé posib dann désèrtin réjyon va goumant plis sis dégré. L'èrla lo klima lo mond antyé sar dérèglé, sar boulvèrsé.

Lé vré zordi bann z'onm de syans lé kapab fé in mikro-klima épi fé pous in l'androi in plant, in légime épi in frui lé pa natif l'androi ou i fé pous ali, sansa donn ali. Mé sa la pa in shanjmann mass, é si in shanjmann mass i arivé. Si par ébzant tout in réjyon bien planté zordi i dovien in dézèr dann sinkant z'ané ? Sansa majine k'in réjyon tanpéré i dovien konm in réjyon tropikal ? Sa i vé pa dir l'ékouatèr avèk lo dè tropik va déplasé, bann lign imazinèr i dovré kontinyé pass mèm l'androi mé sé la tanpèratir, la plui, lo l'ansoléyaz épi tout sak i fé lo klima k'i pé shanjé.

Figuir azot-mé moin lé sir zot i koné-dann tan lo myosène lo Sahara, zordi in dézèr, lété vèr vèy pa koman. Dousman lé ga, mi antan déza in pé l'aprè paniké... La pa paniké k'i fo, sé gard lo koko o fré mèm si lé in pé dir kan lé riskab fé sinkant dogré é pétète plis.

Na dé z'afèr lé inportan : lo promyé sé vanj kont lo réshofman klimatik é nout tout i koné nana tiktak pou sa konm arplant la foré, sa lé bon pou anpèsh la tanpèratir monté. Konm lo dévlopman dirab é diminyé lo rol bann l'ènèrji konm pétrol, sharbon é pétète galman lo gaz natirèl. Konm arète détrui la foré épi d'ot shoz zot i koné sirman.

Dézyèm z'afèr, konm lo rézilta lo promyèrman lé pa kui d'avans, i fo in politik pou adapt avèk lo réshofman klimatik : in l'égzantp, alé rode dan la mèr bann koraye pli rézistan par raport la shalèr pou arplanté, konm invant bann varyété légume épi frui myé adapté lo nouvo klima, konm sov lo byodivèrsité oplis k'i pé, konm ankor dévlop ban tiktak pou la plantasyon konmsa i gingn kiltiv san l'o, dann désèrtin l'androi nana dézèr.

Pa solman an pti konm dann laboratoir mé an gran dann bann grann réjyon... Tout fason na poin d'ot solisyon : kisoï anpèsh lo klima tro shofé épi adapt nout vi par raport lo réshofman sansa dégajé. I paré l'om sé lo dèrnyé l'èspès l'ariv dsi la tèr, alon méfyé ké li sé pa lo promyé pou dégajé.

**Mi pans Hubert Rives la di sa dann télé.*

Justin